

Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit für die globale Umwelt 2015–2018
Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial pour la période 2015–2018

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la Commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.062/11 707)

Für Annahme der Ausgabe ... 126 Stimmen

Dagegen ... 55 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.062/11 708)

Für Annahme des Entwurfs ... 126 Stimmen

Dagegen ... 54 Stimmen

(4 Enthaltungen)

14.033

Kyoto-Protokoll.
Rahmenübereinkommen
der Vereinten Nationen
über Klimaänderungen.
Änderungen von Doha

Protocole de Kyoto.
Convention-cadre
des Nations Unies
sur les changements climatiques.
Amendement de Doha

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 25.11.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.03.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 20.03.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 20.03.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

Antrag der Mehrheit
 Eintreten

Antrag der Minderheit
 (Knecht, Brunner, Killer Hans, Miesch, Müri, Parmelin, Röstli)
 Nichteintreten

Proposition de la majorité
 Entrer en matière

Proposition de la minorité
 (Knecht, Brunner, Killer Hans, Miesch, Müri, Parmelin, Röstli)
 Ne pas entrer en matière

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: La commission s'est penchée sur cet objet lors de sa séance du 23 février dernier et vous recommande de lui accorder votre soutien par 17 voix contre 7.

Le Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques a été ratifié par la Suisse en 2003. Il établit des obligations contraignantes de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les pays industrialisés. Le protocole prévoyait une première période d'engagement, allant de 2008 à 2012. Pour cette période, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de 8 pour cent par rapport à 1990, objectif atteint notamment au moyen de l'achat de certificats de réduction des émissions.

A l'issue de cette première période d'engagement, 37 pays industrialisés, représentant environ 14 pour cent des émissions globales, ont décidé de s'engager pour une deuxième période allant de 2013 à 2020. Outre la Suisse, il s'agit des Etats membres de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de Monaco, de la Norvège, de l'Australie, du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine. La moyenne des réductions annoncées par ces Etats jusqu'en 2020 représente 18 pour cent par rapport à 1990. La Suisse, pour sa part, a annoncé vouloir réduire ses émissions de 20 pour cent d'ici à 2020 par rapport à 1990, ce qui correspond à l'objectif minimal fixé dans la loi sur le CO₂ révisée. Un régime global et moins contraignant de réduction des émissions a parallèlement été mis en place sous l'égide de la convention. Les Etats, en particulier les pays en développement mais aussi les pays industrialisés n'ayant pas encore pris d'engagement, peuvent annoncer volontairement leurs objectifs pour 2020. Des négociations sont parallèlement en cours, depuis le sommet de Durban de 2011, concernant une troisième phase d'engagement qui devrait entrer en vigueur dès 2020. L'objectif est d'aboutir à un régime climatique international applicable à tous les Etats, y compris à des pays comme la Chine, les Etats-Unis ou l'Inde qui figurent parmi les plus gros émetteurs de CO₂. L'accord devrait être adopté fin 2015 à Paris.

Le président (Rossini Stéphane, président): Chers collègues, il est impossible de travailler dans ces conditions. Je vous prie de tenir vos discussions hors de la salle. Je n'entends même pas la rapportrice de la commission!

Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission: Nous avons donc à nous prononcer aujourd'hui, avec l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto, sur l'engagement de la Suisse pour la deuxième période qui va de 2013 à 2020. Notre pays a participé activement aux négociations de l'amendement en question. Son approbation n'implique aucune adaptation de notre législation, l'objectif fixé étant conforme à la loi sur le CO₂.

Le changement climatique est incontestablement l'un des plus importants défis mondiaux. Il est admis que des mesures supplémentaires doivent être prises si nous voulons que le réchauffement soit inférieur à 2 degrés. L'inaction serait plus coûteuse, à terme, que la mise en oeuvre de telles mesures. Nous avons beaucoup parlé de cyclones ces derniers jours, avec la catastrophe qui s'est produite au Vanuatu, mais la Suisse est elle aussi concernée par les événements climatiques extrêmes, comme les inondations, les glissements de terrain ou la fonte des glaciers.

En commission, la question de la pertinence de l'objectif fixé par le Conseil fédéral, à savoir une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 20 pour cent d'ici 2020, par rapport à 1990, a été abordée. Il faut cependant préciser que la fixation de cet objectif relève, selon la loi sur le CO₂, de la compétence du Conseil fédéral et non de celle du Parlement. Des membres de la commission ont en outre souligné les efforts et les résultats réjouissants déjà réalisés en Suisse en matière de réduction des émissions de CO₂. D'autres se sont inquiétés de l'évolution des prix des certificats de CO₂, en Suisse et en Europe, de la part de la baisse des émissions réalisées et réalisables à l'avenir à l'étranger

par ce biais et du rôle des gros émetteurs de CO₂, en particulier des Etats-Unis et de la Chine, qui ne sont pas Parties au Protocole de Kyoto.

Les principaux arguments qui ont convaincu la majorité des membres de la commission de soutenir l'amendement de Doha sont les suivants.

Tout d'abord, un engagement de la Suisse dans cette deuxième période est une suite logique donnée à l'engagement déjà pris durant la première période allant de 2008 à 2012. Il serait absurde de ne plus disposer d'objectifs de réduction de nos émissions durant la phase de transition allant jusqu'à 2020, année où un régime global de réduction des émissions devra être instauré.

Ensuite, la Suisse doit continuer à faire partie des pays qui, au sein de la communauté internationale, s'engagent pour des solutions communes face au changement climatique. La Suisse peut en particulier montrer qu'il est possible de réduire les émissions de CO₂, tout en maintenant une économie compétitive.

Enfin, aucune modification de la législation en vigueur n'est nécessaire pour valider cet amendement, qui se trouve dans la ligne de notre politique climatique actuelle.

Une minorité de la commission refuse néanmoins d'entrer en matière, car les plus gros émetteurs de CO₂, actuels ou à venir, ne sont pas Parties au Protocole de Kyoto. Dans ces conditions, la Suisse ne devrait, selon cette minorité, ni prendre d'engagement ni jouer au bon élève. La situation économique de notre pays, ainsi que les charges pour l'Etat, notamment en termes de personnel, ont également été évoquées par cette minorité de la commission.

La commission a pris sa décision à une très large majorité puisque, vous le voyez, ce n'est pas tous les jours que mon collègue Wasserfallen et moi sommes sur la même longueur d'onde.

La commission vous invite, par 17 voix contre 7, à adopter ce projet d'arrêté fédéral pour les raisons que j'ai évoquées. Pour mémoire, le Conseil des Etats l'a largement adopté, soit par 33 voix contre 6 et 0 abstention.

Wasserfallen Christian (RL, BE), für die Kommission: Ich darf die Blumen an Adèle Thorens, die Co-Kommissionssprecherin, weitergeben; das ist in der Tat eine aussergewöhnliche Situation.

Ich möchte bei meinem Votum von dem ausgehen, worum es hier geht, und dann auch sagen, worum es eben nicht geht. Ich möchte den Stand der Beratungen erläutern und einen Ausblick geben, was in diesem ganzen Themenbereich auf uns zukommt.

Worum geht es? Das Kyoto-Protokoll wurde im Jahr 1997 als Zusatz zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, die sogenannte Klimakonvention, verabschiedet. 2003 hat die Schweiz das Protokoll von Kyoto ratifiziert, und seit 2005 ist es in Kraft. Die erste Verpflichtungsperiode war in den Jahren 2008 bis 2012 und sah für die Schweiz eine Reduktion ihrer CO₂-Emissionen von 8 Prozent im Vergleich zum Jahr 1990 vor. Im Jahr 2012 wurde in Doha die Weiterführung des Kyoto-Protokolls bis 2020 vereinbart. Die Schweiz verpflichtete sich dabei, ihre CO₂-Emissionen im Inland bis 2020 um 20 Prozent gegenüber 1990 zu senken, das ist der momentane Bestandteil im CO₂-Gesetz, der Ihnen so vorliegt.

Zur Grössenordnung: Global gesehen verursacht die Schweiz etwa 0,1 Prozent der Treibhausgasemissionen. Der Löwenanteil der Zielerreichung für die Periode 2008–2012 wurde durch die CO₂-Lenkungsabgabe auf Brennstoffen zusammen mit der Energieagentur der Wirtschaft erreicht. Das ist ein grosser Anteil, aber auch die weiteren Programme haben dazu beigetragen, unsere Zielsetzungen nach Kyoto zu erreichen. Wir haben rund 4,5 Millionen Tonnen CO₂ weniger ausgestossen als vorgeschrieben, in den Jahren 2008 bis 2012, das ist also der Absenkpfad, der so wichtig geworden ist. Die OECD-Statistik schreibt der Schweiz eine vorbildliche Stellung zu. International, bei der Rangliste zum CO₂-Ausstoss, in Kilogramm CO₂ pro BIP-Einheit, schneidet die Schweiz sehr vorbildlich ab.

Der Stand der Beratungen sieht wie folgt aus: Der Ständerat hat dieser Änderung des Kyoto-Protokolls in der Wintersession mit 33 zu 6 Stimmen zugestimmt. Nun wird der Nationalrat hier darüber befinden. Seine Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie hat diesem Bundesbeschluss mit 17 zu 7 Stimmen zugestimmt.

Zum Ausblick: Der Bundesrat hat am 27. Februar in Aussicht gestellt, dass bis 2030 die Treibhausgasemissionen um 50 Prozent gegenüber der Marke von 1990 gesenkt werden sollen, und mindestens 30 Prozent davon sollen dabei im Inland kompensiert werden. Das ist aber nicht Bestandteil der aktuellen Vorlage, weil das schon der weitere Schritt ist. Diese Zielsetzung müssten wir dann separat im CO₂-Gesetz regeln. Das wird dann eine separate Vorlage geben.

Die Diskussion in der Kommission hat klar gezeigt, dass man eine Weiterführung nach Kyoto in den Jahren 2013 bis 2020 vorsieht und das unterstützen soll. Wir sollen aber auch die globalen Herausforderungen im Auge behalten. So geht auch die Botschaft des Bundesrates davon aus, dass diejenigen Länder, die jetzt beim Kyoto-Protokoll angeschlossen sind, lediglich 14 Prozent der weltweiten Emissionen ausstossen. Es sind in der Kommission kritische Anmerkungen gemacht worden, sie sind auch von meiner Vorrednerin angebracht worden. Ausgerechnet die grossen Emittenten von CO₂, namentlich China und die USA, sind bei diesen Verpflichtungen nicht dabei. Das ist halt schon ein grosser Nachteil. Einerseits sagt man, es sei ein globales Problem, andererseits stossen die beteiligten Länder nur 14 Prozent der weltweiten Emissionen aus. Es ist eben eine globale Diskussion, und diese lösen wir bestimmt nicht in Bern bzw. in der Schweiz alleine. Eine kritische Diskussion ergab sich auch über das CO₂-Preissystem und den Zertifikatehandel in der EU. Der Preis wird namentlich politisch bestimmt, und das ist nicht das, was am Anfang gewollt war, als man das System erfunden hat.

Die Minderheit ist unter anderem mit diesen kritischen Argumenten, aber auch aus anderen Gründen dagegen, auf dieses Geschäft einzutreten. Die grosse Mehrheit – der Entscheid fiel mit 17 zu 7 Stimmen – ist für Eintreten und Weiterführen des Kyoto-Protokolls, im Wissen darum, dass eine Gesetzesänderung vorliegt. Wie gesagt werden dann die anderen Verpflichtungen, die vielleicht in Paris bei der nächsten Klimakonferenz beschlossen werden, in einer separaten Vorlage im Rahmen der CO₂-Gesetzgebung vorgelegt werden.

Knecht Hansjörg (V, AG): Mit der Änderung des Kyoto-Protokolls im Jahre 2012 in Doha verpflichtete sich die Schweiz für eine zweite Periode bis 2020 zu einer Senkung ihrer CO₂-Emissionen um 20 Prozent gegenüber 1990. Damit wird das Ziel noch um einiges ambitionierter als dasjenige der Periode 2008–2012. Und der Bundesrat hat kürzlich noch eins draufgegeben: Mit der Vorstellung seiner neuen Ziele der Klimapolitik soll unser Land bis 2030 die Treibhausgasemissionen gegenüber 1990 gar um 50 Prozent senken. Für das Ziel einer Reduktion von 30 Prozent allein auf Schweizer Boden werden dann unverhältnismässig hohe Mittel nötig sein, und dies trotz bedeutungslosem Ergebnis für das Weltklima.

Wieder einmal wollen wir also als Musterschüler vorangehen und erwarten selbstverständlich, dass sich andere Staaten auch entsprechend engagieren. Und es muss auch an dieser Stelle wieder einmal festgehalten werden: Die Schweiz ist heute das Industrieland mit den tiefsten CO₂-Emissionen pro Kopf und hat im Gegensatz zu anderen Ländern bisher die Ziele des Kyoto-Protokolls erreicht.

Wie sieht es aber international mit dem Willen zur Verminderung von Treibhausgasemissionen aus? Mit der EU und weiteren acht Staaten, darunter der Schweiz, stehen nur gerade etwa 14 Prozent der weltweiten Treibhausgasemissionen unter einer Reduktionsverpflichtung. Von den ursprünglich beteiligten Staaten hat Kanada das Kyoto-Protokoll aufgekündigt, und mit dem Austritt Japans und Australiens sind weitere grosse Industrieländer nicht mehr dabei. Andere Länder wie die USA haben gar nie mitgemacht, und auch

China macht nicht mit. Dabei sind gerade die USA und China die Staaten mit dem grössten Ausstoss an Treibhausgasen. Zudem wird ein Grossteil der zukünftigen Emissionen in den aufstrebenden Schwellenländern wie eben China, Indien und Brasilien stattfinden. Das Kyoto-Protokoll wird somit nur wenig zur Eindämmung der weltweiten CO₂-Emissionen beitragen, weil es nur wenige Länder umfasst, diese ihre Verpflichtungen kaum einhalten und viele grosse Emittenten davon ohnehin nicht berührt werden.

Das Kyoto-Protokoll auch weltweit durchzukontrollieren ist völlig unrealistisch. Wir bzw. die Bundesverwaltung sieht dies wieder einmal anders. So ist aus der Botschaft folgende Textpassage zu entnehmen: «Weil die Anforderungen an die jährliche Berichterstattung über die Treibhausgasemissionen der Schweiz weiter ansteigen und weil der Geltungsbereich des Kyoto-Protokolls um weitere Treibhausgase und zusätzliche Senkungsleistungen erweitert wurde, führt dies wieder zu einer Personalaufstockung. Im Weiteren müssen die bis 2014 befristeten Stellenprozente in unbefristete überführt werden, um die Sicherheit der nationalen Register für die Verwaltung der Emissionszertifikate zu gewährleisten.» Uns stören diese personellen Konsequenzen. Die Frau Bundesrätin hat zwar in der Kommission darauf hingewiesen, dass nicht der Steuerzahler diese Stellenausweitung berappen muss, sondern dass die Kosten über die CO₂-Abgabe finanziert werden. Letztendlich zahlen das aber wieder die Bürgerinnen und Bürger.

Das ist aber nur die eine Seite der Medaille. Die andere ist die, dass die Wirtschaft einmal mehr mit zusätzlicher Regulierung belastet wird. Die Formel ist einfach: Mehr Leute heisst mehr Aktionismus und somit eine Aufblähung der Bürokratie und letztendlich eine Belastung für die Wirtschaft. Gerade in der jetzigen wirtschaftlichen Lage ist dies der falsche Weg, denn die Wirtschaft kann sich nur entwickeln, wenn nicht laufend immer radikalere Vorschriften mit entsprechenden Kostenfolgen erlassen werden. Ein schweizerischer Alleingang mit hohen Lenkungsabgaben schadet der Wettbewerbsfähigkeit und gefährdet Arbeitsplätze.

Daher bin ich der Meinung, dass eine weitere Ratifizierung dieses Pseudoprotokolls keinen Sinn macht, denn ohne eine Beteiligung sämtlicher Grosse emittenten darf sich die Schweiz keiner weiteren Beschränkung unterziehen. Dies würde nur Folgekosten nach sich ziehen und die eigene Wirtschaft schwächen, ohne dass für die globalen CO₂-Emissionen eine signifikante Veränderung erreicht würde. Ich bitte Sie daher, den Antrag auf Nichteintreten zu unterstützen.

Girod Bastien (G, ZH): Die Grünen unterstützen dieses Abkommen und lehnen den Antrag der Minderheit ab. Herr Knecht, Sie müssen einfach sehen, dass der Klimaschutz auch viele Chancen für die Wirtschaft hat. Wir importieren immer noch für 20 Milliarden Franken pro Jahr Erdöl und sind so abhängig vom Ausland. Diese Auslandsabhängigkeit wird mit dem Klimaschutz reduziert. Das ist ein Vorteil.

Ein weiterer Vorteil ist natürlich, dass wir mit dem Klimaschutz in der Schweiz Produkte entwickeln, die zeigen, wie hoher Wohlstand mit geringerer Klimabelastung verbunden werden kann. Weil alle Länder früher oder später in Richtung Klimaschutz gehen, sind das Innovationen und Produkte, welche auf einen wachsenden globalen Markt kommen und später auch zu einem Exportschlager werden. Es gibt also auch Chancen für die Wirtschaft.

Zur Statistik, die Sie und auch Herr Wasserfallen genannt haben: Natürlich, wenn man einfach nur die Emissionen in der Schweiz anschaut, sieht das schon gut aus. Wir haben aber auch keine Schwerindustrie. Wenn man berücksichtigt, dass wir halt trotzdem auch Stahl brauchen und vieles importiert wird, wenn man also die Gesamtbilanz macht – und da gibt es Statistiken, die vom Bund gemacht werden –, dann sieht man, dass wir etwa bei 12 Tonnen CO₂ pro Kopf und Jahr sind und somit über dem EU-Durchschnitt liegen. Es ist also nicht so, dass hier kein Handlungsbedarf besteht. Deshalb unterstützen wir Grünen das, auch wenn nicht alle mitmachen. Wir hätten natürlich gern, wenn beim Kyoto-Pro-

tokoll alle Länder mitmachen würden, aber man muss sehen, dass das ursprüngliche Abkommen von 190 Ländern ratifiziert wurde. Dort sind alle dabei. Hier geht es jetzt um das Regelwerk. Damit das Regelwerk weitergeführt wird, ist es wichtig, dass die Schweiz das auch unterzeichnet.

Ich möchte aber auch sagen, dass die Grünen mit dem Klimaschutz, den der Bundesrat vorschlägt, nicht zufrieden sind. Die 20 Prozent sind ungenügend. Im CO₂-Gesetz steht klar, dass ein Beitrag zum Zwei-Grad-Ziel geleistet werden muss. 20 Prozent genügen das nicht. Das ist eigentlich wissenschaftlich klar. Der Bundesrat hätte die Möglichkeit, bis auf 40 Prozent zu erhöhen. Wenn man vergleichbar hoch industrialisierte Länder anschaut – Deutschland, Schweden, England, Dänemark –, sieht man, dass die alle zwischen 34 und 40 Prozent Reduktion bis 2020 verlangen. Und es ist nicht so, dass die Schweiz ein geringeres Potenzial hat. Wir haben zwar keine Schwerindustrie, aber es ist eben auch nicht so einfach, in der Schwerindustrie Emissionen zu reduzieren. Wir haben eigentlich Sektoren, welche weniger energieintensiv sind und damit auch weniger sensibel reagieren. Viele Potenziale werden nicht ausgeschöpft, weil man nicht alle Kostenpotenziale ausgeschöpft hat.

Bei den Gebäuden kann man eigentlich noch viel machen. Ein Beispiel: Wenn in der Schweiz Erdöl- und Erdgasheizungen ersetzt werden, werden in zwei Dritteln der Fälle wieder Erdöl- und Erdgasheizungen installiert. Da bestehen einfach offene Potenziale; hier könnte man sehr viel machen. Der Bundesrat hätte auch die Kompetenz, den Satz der Treibstoffkompensation zu erhöhen. Heute sind es nur 5 Prozent, man könnte bis 40 Prozent gehen.

Wenn man sich die Projekte der Stiftung Klimaschutz und CO₂-Kompensation (Klik) genau anschaut, sieht man, dass es sich um sinnvolle Projekte handelt: Da wird zum Beispiel Altöl als Treibstoff verwendet; es werden Holzwärmeverbünde unterstützt; es wird die Fernwärmeversorgung unterstützt; landwirtschaftliche Biogasanlagen werden unterstützt. Interessant ist auch, dass es eigentlich genug Projekte gibt, es sind sogar zu viele. Wenn die Stiftung Klik noch etwas mehr den Markt und den Preis spielen liesse, würde der Preis weiter sinken und wäre dann auch weiter weg vom Bussenansatz von 160 Franken, der eigentlich die obere Limite darstellt. Man könnte also auch dort noch mehr machen.

Der Bundesrat hat sowohl den Auftrag als auch die Kompetenz und die Möglichkeiten, mehr zu machen, und es gibt sinnvolle Klimaschutzprojekte. Es handelt sich dabei um Innovationen – ein Beispiel ist die landwirtschaftliche Stromgewinnung mit Gülle –, die dann entwickelt werden können und für die Wirtschaft auch eine Chance darstellen. Der Bundesrat ist also aufgefordert, hier mehr zu machen.

Schlussendlich verlangen wir aber, dass dieses Abkommen unterzeichnet wird. Mehr machen kann man im Rahmen des geltenden CO₂-Gesetzes. Da braucht es eigentlich keine Änderungen. Der Bundesrat ist einfach gebeten, den Spielraum etwas stärker auszunützen.

Schilliger Peter (RL, LU): Die heutige Vorlage des Doha-Abkommens vom 8. Dezember 2012 gilt ja als zweite Verpflichtungsperiode des Kyoto-Protokolls. Für die Schweiz bedeutet dies eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20 Prozent gegenüber dem Stand von 1990. Mehrheitlich redet man ja dann von CO₂-Gasen. Diese Reduktion soll bis 2020 erreicht werden. Die FDP steht zu einer Reduktion von Treibhausgasemissionen nach Mass, in einer ähnlichen Verpflichtung, wie andere europäische Staaten sie auch eingehen. Die FDP-Liberale Fraktion wird auf das Geschäft eintreten und dem Übereinkommen zustimmen.

Das Ziel von 20 Prozent ist hoch, jedoch machbar. Es entspricht ja auch der heutigen Zielsetzung des CO₂-Gesetzes. Bis 2012, das darf man auch feststellen, war man mehr oder weniger auf Kurs, sodass dieser Wert dann, realistischerweise mit Anstrengungen, erreicht wird. Mein Votum geht aber natürlich auch in die Periode nach 2020. Da hat ja der Bundesrat seine klimapolitische Zielsetzung kürzlich präsentiert. Den Wert von minus 50 Prozent bis ins Jahr 2030 er-

achten wir als zu hoch, auch im Wissen, dass ein Teil davon mit Abkommen im Ausland erreicht werden kann. Diese Warnlampe zu einer übertriebenen klimapolitischen Massnahme in der Schweiz müssen wir heute bereits aufleuchten lassen. Denn die Auflagen an die Wirtschaft und somit an die Wirtschaftsfähigkeit unseres Landes beurteilen wir als zu gross.

Wir plädieren für gleich lange Spiesse gegenüber dem wirtschaftlichen Umfeld, nicht nur dem EU-Umfeld, sondern weltweit. Eine Swissness-Aufbesserung in der klimapolitischen Zielsetzung brauchen wir nicht. Denn Klimapolitik ist eine Politik, die global gelöst werden muss. Herr Girod hat vorher erwähnt, dass heute sehr viel Erdöl und Erdgas in die Schweiz importiert wird. Wenn wir unser System verteuern und nicht verhältnismässig bleiben, importieren wir bald auch sämtliche Konsumgüter aus dem Ausland in die Schweiz, weil dort die Produktionsfähigkeit einfacher wäre. Nun zurück zur Vorlage: Auch diese Zielvorgaben tragen andere EU-Staaten und acht weitere Länder mit. Diese Länder machen lediglich 14 Prozent der weltweiten Treibhausgasemissionen aus. Grosse Wirtschaftsnationen wie die USA und China – und da haben wir die grosse Problemstellung – machen heute noch nicht mit. Solange solche Ziele nicht einen grösseren Abdeckungsgrad erreichen, sollten wir uns im normalen Umfeld bewegen. Die Musterschülerrolle sollten wir mit Bedacht auf die Seite legen, denn eine internationale Problemstellung hat eben auch keine Grenze.

Müller-Altermatt Stefan (CE, SO): Namens der CVP/EVP-Fraktion bitte ich Sie, auf das Geschäft einzutreten und ihm zuzustimmen.

Wir haben ein Problem, wir haben ein globales und ein gewaltiges Problem: Macht die Menschheit wie bisher weiter, wird sie selber mit immensen Auswirkungen und mit immensen Kosten der Klimaveränderung konfrontiert werden. Da können wir jetzt jammern, dass die grössten Emittenten beim Kyoto-Protokoll fehlen, und da können wir beteuern, dass die Kyoto-Länder ja nur noch einen Bruchteil der Emissionen ausmachen: Das nützt uns alles herzlich wenig. Wir – ich rede von der Gesamtheit der Nationen – müssen etwas unternehmen, und diejenigen Nationen, die sich bereits auf dem Pfad der Tugend befinden, sollten unbedingt auch auf diesem Pfad der Tugend vorangehen. Das ist auch schon das Hauptargument, weshalb wir die Änderungen von Doha zum Kyoto-Protokoll übernehmen möchten und weshalb wir sie übernehmen müssen.

Herr Knecht, es geht nicht darum, Musterknabe sein zu wollen: Es geht darum, den anderen Nationen zu zeigen, dass man eben wirtschaftlich florieren und trotzdem CO₂ reduzieren kann oder, noch besser, dass man eben nicht trotz, sondern mit diesen CO₂-Reduktionen wirtschaftlich florieren kann. Wenn wir weltweit Reduktionen sehen wollen, dann dürfen wir – eben die Industrieländer, die bereits auf dem Pfad der Tugend sind – nicht aus Kyoto aussteigen.

Wenn wir von den Kosten reden, die das Ganze jetzt nach sich ziehen würde, die Herr Knecht doch ordentlich hochgeredet hat, dann dürfen wir nicht vergessen, dass die Klimaänderung an sich auch Kosten nach sich zieht, und zwar solche, die wesentlich höher liegen werden als das, was jetzt eben hochgeredet wurde.

Wir sind als Schweiz in einer hervorragenden Position: Wir brauchen, um diese Änderungen zu ratifizieren, nicht einmal unser CO₂-Gesetz zu ändern. Was wären wir also für Narren, würden wir ohne Not den Schwellenländern und den grossen Emittenten jetzt signalisieren: «Wir lassen es fortan sein mit dem Kyoto-Protokoll – und ihr dürft es auch sein lassen!» Auf der anderen Seite überborden wir auch nicht, wenn wir die Änderungen von Doha ratifizieren: Wir gehen nicht höher als das, was die Staatengemeinschaft vereinbart hat, und wir sollten nach Meinung der CVP/EVP-Fraktion auch nicht höher gehen. Wer wie Herr Girod Potenzial ortet, um noch höhere Ziele erreichen zu können, bringt dies am besten dann in einem neuen Protokoll ein, in einem Protokoll, welches dann auch von den grossen Emittenten mitgetragen wird bzw. auf das auch die grossen Emittenten ver-

pflichtet werden: Dann schenkt es nämlich auch ordentlich ein.

Die Änderungen von Doha sind also nicht nur in der Sache richtig, sondern auch für unseren Planeten von enormer Wichtigkeit. Sie sind auch taktisch geschickt, und sie sind im Kontext der Staatengemeinschaft unabdingbar, weil wir ein Vorbild sind und ein Vorbild bleiben müssen.

Ich beantrage Ihnen namens der CVP/EVP-Fraktion, auf das Geschäft einzutreten und es gutzuheissen.

Jans Beat (S, BS): Der Klimawandel ist ohne Zweifel eine der grössten Herausforderungen der globalen Gemeinschaft, und globale Herausforderungen sind global anzupacken. Das ist wahrscheinlich eine Binsenwahrheit.

Dass die Schweiz das Kyoto-Protokoll unterstützt und jetzt auch die Änderungen ratifiziert, ist im Grunde genommen etwas Ureidgenössisches. Dass ausgerechnet Sie, Herr Knecht, von der SVP, die sich mit diesen wunderbaren Bauernhemdchen stramm eidgenössisch präsentiert, dass ausgerechnet Sie diesen Prozess nicht sehen, erstaunt mich. Wenn man vor einer Herausforderung steht, die man alleine nicht meistern kann, dann geht doch ein strammer Eidgenosse hin, tut sich zusammen und packt das gemeinsam an. Das ist doch die Eidgenossenschaft, das ist doch das, was die drei schwörenden Herren da hinten gemacht haben. Sie haben gesehen, dass die Herausforderung zu gross ist, dass sie sich zusammenschliessen müssen, damit sie es schaffen. Genau das ist das Kyoto-Protokoll, nichts anderes, es ist etwas Ureidgenössisches.

Die Gegner sind nicht die internationalen Institutionen. Diese versuchen, den Rahmen zu bilden, damit wir die Herausforderungen gemeinsam meistern können. In diesem Fall ist der Gegner ganz klar die Erdölindustrie, die grösste Lobby der Welt, der grösste Wirtschaftszweig der Welt. Warum, glauben Sie, machen die USA oder Russland nicht mit? Weil dort die fossilen Dinosaurier regieren. Wir sind in einer anderen Situation, wir müssen uns dagegen wehren! Wir müssen uns dagegen wehren, dass wir von diesen Mächten abhängig sind, vor allem von Russland und den arabischen Staaten. Ich meine, dass das auch ein Gebot der Sicherheit ist. Es wird immer evidenter, dass es ein Gebot der Sicherheit ist, dass wir unabhängig werden müssen, dass unsere Energieversorgung unabhängig wird von diesen Staaten. Darum geht es.

Das ist ein schwieriger Prozess, da haben Sie Recht. Die Energieversorgung der Welt ist in einer Sackgasse. Wir sind weit in diese Sackgasse hineinmarschiert, und es ist ein weiter Weg, da wieder herauszukommen. Das schleckt wirklich keine Geiss weg. Umso wichtiger sind diese gemeinsamen Anstrengungen. Wir von der SP sind überzeugt, dass wir für die künftigen Generationen arbeiten, indem wir endlich aus dieser Sackgasse herauskommen und mit der erneuerbaren Energie in die Gasse der Zukunft einschwenken. Das ist die Wirtschaft der Zukunft, da ist unsere Zukunft. Nur dort können wir selbst bestimmen und selbst gestalten. Der Rest ist Abhängigkeit. Der Rest zeugt von einer Mentalität, selber etwas tun zu müssen, was man gemeinsam besser kann; diese kann ich nicht nachvollziehen. In diesem Sinn ist es für uns völlig klar: Dieses Projekt ist für uns unterstützungswürdig. Es ist wichtig, dass wir dabei sind.

Wir danken dem Bundesrat, dass er die Änderungen dieses Protokolls genehmigt hat. Wir bitten ihn, auch weiterhin eine treibende Rolle in diesem Prozess zu spielen. Materiell bringt es wenig, das stimmt. Die Schweiz muss in diesem Prozess viel schneller vorangehen. Wir von der SP finden, dass es bis 2050 möglich sein sollte, dass wir in der Schweiz eine Vollversorgung aus erneuerbaren Energien haben. Das muss unser Ziel sein. Wir haben im Moment bis 2050 das Ziel einer Versorgung aus erneuerbaren Energien von etwa 50 Prozent; das ist aus unserer Sicht zu langsam, da muss es schneller gehen. Dänemark hat das Ziel, bis 2050 die Energieversorgung zu 100 Prozent aus erneuerbaren Energien zu gestalten. Das Bundesland Baden-Württemberg möchte seine Abhängigkeit von der fossilen Energie bis 2050 um 90 Prozent senken. Es gibt also andere Länder, die viel schnell-

ler vorwärtsgehen. Die arbeiten für ihre künftigen Generationen, da sind wir überzeugt, die investieren am richtigen Ort. Das sollten wir auch tun.

In diesem Sinn bitte ich Sie, den Bundesrat zu ermächtigen, die Änderungen des Protokolls zu ratifizieren, und in diesem Fall der Mehrheit zu folgen.

Schibli Ernst (V, ZH): Herr Jans, besser kann man sich nicht widersprechen, als Sie das jetzt getan haben. Bei der Energie wollen Sie die Selbstversorgung, und in der Landwirtschaft wollen Sie das genaue Gegenteil: Sie wollen die Abhängigkeit vom Ausland immer noch weiter vergrössern. Wie passt das zusammen?

Jans Beat (S, BS): Wir können jetzt gerne eine Landwirtschaftsdebatte führen. Dass wir eine grössere Abhängigkeit vom Ausland wollen, habe ich jedenfalls noch nie gesagt. Ich weiss nicht, woher Sie das nehmen.

Ich habe aber immer wieder gesagt, dass die Behauptung, die Sie hier auftischen, wonach die Schweiz im Nahrungsmittelbereich immer mehr vom Ausland abhängig werde, ein Märchen ist. Das stimmt nicht. Wir haben noch nie so viele Kalorien produziert wie heute. Auch wenn Sie es immer wieder wiederholen: Es ist einfach falsch.

Le président (Rossini Stéphane, président): Le groupe vert/libéral soutient la proposition de la majorité.

Leuthard Doris, Bundesrätin: US-Präsident Obama hat im Oktober in New York eine beachtenswerte Rede zum Klima gehalten und hat den Klimawandel als grösste Bedrohung für die Menschheit bezeichnet – vor terroristischen Anschlägen und kriegerischen Wirren. Und er hat nicht Unrecht. Leider manifestiert sich der Klimawandel langfristig, schleichend, etwa durch Abschmelzen der Gletscher und Auftauen von Permafrost. Wir haben den langsamen Anstieg des Meeresspiegels, und wir haben zunehmend Extremereignisse: Dürren, dann wieder starke Regenfälle, Hochwasserkatastrophen, Schlammlawinen. Wir wissen auf der anderen Seite auch, dass das Nichtstun respektive das Weiterfahren wie bisher die Kosten des Klimawandels weiter in die Höhe treibt und dass diese Kosten weit höher sind als die Kosten, die nötig wären, um dies zu vermeiden. So weit, so gut.

Die letzten sechzig Jahre hatten die Industriestaaten eine Verantwortung. Das hat ja auch dazu geführt, dass man dieses Uno-Kyoto-Protokoll abgeschlossen hat und dass die Industriestaaten – mit Ausnahme der USA und Kanadas als Einzige, die nicht Partei des Kyoto-Protokolls sind – gesagt haben: «Okay, wir gehen voran, wir übernehmen Verantwortung, wir reduzieren die CO₂-Emissionen.» Dann gab es den politischen Deal.

Was passiert jetzt bis 2020? Was passiert danach? Bis 2020 haben wir diese zweite Phase des Kyoto-Protokolls, wo die Industriestaaten nochmals sagen: «Okay, wir sind bereit, unsere Funktion zu erfüllen, aber dann muss die Realität abgebildet werden.» Die Realität besagt, dass heute und für die kommende Zeit nicht mehr die Industriestaaten massgeblich für die CO₂-Emissionen verantwortlich sind, sondern dass heute China der grösste Emittent ist, gefolgt von den USA und anderen. Das soll in einer neuen Konvention, die hoffentlich in Paris zum Fliegen kommt, abgebildet werden. Es ist das erklärte Ziel, dass dort alle Staaten eingebunden sind, notabene auch die grossen Emittenten.

Jetzt sind wir in einer Zwischenphase. Ich frage Sie: Ist es verhandlungstaktisch geschickt, jetzt zu sagen, die Schweiz melde sich ab? Ist es verhandlungstaktisch klug zu sagen, dass wir keine Ratifikation vornehmen, dass jetzt die anderen handeln sollen? Ich glaube, das wäre eben gerade nicht klug.

Der Deal bestand darin, zu sagen: Wir leisten nochmals unseren Beitrag, denn wir haben eine historische Verantwortung, aber wir erwarten, dass jetzt die Chinesen, die Amerikaner, die Kanadier, die Inder, die Brasilianer und andere nach Paris kommen und ebenfalls Verantwortung übernehmen.

Das ist das politische Szenario. Deshalb macht es für die Schweiz Sinn – unter politischem Gesichtspunkt und auch in unserer Rolle als Industriestaat, der vieles im Ausland produzieren lässt und dadurch graue Emissionen erzeugt –, sich hier zu positionieren.

Diese Vorlage, Herr Nationalrat Knecht, bringt keine zusätzliche Regulierung und Bürokratie mit sich. Der starke Franken ist ja schon an vielem schuld, aber damit hat er jetzt also gar nichts zu tun. Dieses Übereinkommen haben wir lange vorher abgeschlossen. Sie wissen genau, dass die mit der Ratifizierung dieses Protokolls übernommene Aufgabe im CO₂-Gesetz längst erfüllt ist. Das Parlament hat die Ziele bis 2020 definiert – ohne Referendum, das ist so abgeschlossen –, es hat die Massnahmen dazu gezimmert und damit auch die Kosten festgelegt. Die ganze Bürokratie ist «in place». Sie haben, entgegen den Anträgen des Bundesrates, sogar mehr Massnahmen im Inland verlangt. Aus wirtschaftlichen Gründen hätten wir schon damals gewisse Kompensationen vorgesehen. Es braucht also keinen Buchstaben an neuer Regulierung, es braucht keine neue Bürokratie.

Alle sind hier involviert, auch die Stiftung Klimaschutz und CO₂-Kompensation sowie die Energieagentur der Wirtschaft. Es funktioniert bestens. Wir hoffen, dass wir mit den bestehenden Instrumenten die Ziele 2020 erreichen. Deshalb gilt umso mehr, dass wir uns nichts vergeben, wenn wir die Verpflichtungen dieser zweiten Periode eingehen: Sie entsprechen unserer nationalen Politik, unseren nationalen Klimazielen, unseren Massnahmen. Wir bestätigen damit auf nationaler wie auf internationaler Ebene einmal mehr unsere Glaubwürdigkeit und können als Brückenbauer zwischen den Machtblöcken fungieren, da manche auch nach 2020 immer noch gerne nur gewisse Industriestaaten in der Pflicht sehen würden.

Es geht hier zwar nicht um die Zeit nach 2020, erlauben Sie mir gleichwohl eine Bemerkung dazu. Wenn von den Grünen kritisiert wird, wir seien zu wenig ambitiös, und von der SVP, wir seien viel zu ambitiös – das ist so, das ist die Politik –, so fühle ich mich darin bestätigt, dass wir auf dem richtigen Weg sind. Die Kommissionssprecher haben im Übrigen zu Recht dargelegt, dass Sie, wenn die Klimakonferenz in Paris erfolgreich ist, im nächsten Jahr selbstverständlich über die Vernehmlassungsvorlage zu Anpassungen des CO₂-Gesetzes befinden können. Dies betrifft die Phase nach 2020, mit Klimazielen und mit Instrumenten, die Sie kennen. Wenn dann allenfalls Anpassungen nötig sind, werden Sie gut demokratisch darüber befinden können.

Aber hier braucht es keine zusätzliche Regulierung, keine zusätzliche Bürokratie. Wir werden weiterhin einen Part in der Klimapolitik übernehmen, weil auch die Schweiz – unser Klima, unsere Alpen – leidet, wenn wir nichts tun. Wenn wir nichts tun, sind auch unsere Kosten grösser, als wenn wir das weiterführen, was wir gemäss Gesetz schon tun.

Ich bitte Sie daher, auf die Vorlage einzutreten und den Nichteintretensantrag der Minderheit bzw. der SVP-Fraktion abzulehnen.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Madame la conseillère fédérale, vous nous avez parlé, avec Monsieur Girod, des projets de la Fondation Klik, qui sont de bons projets et qui permettent de favoriser l'utilisation de biogaz et de biocarburants. Ne pensez-vous pas que les demandes de soutien à ces projets font l'objet de trop grandes complications administratives auprès de l'Office fédéral de l'environnement?

Leuthard Doris, conseillère fédérale: Monsieur Grin, il s'agit probablement d'une question relative à la politique énergétique. Vous êtes contre la politique énergétique du Conseil fédéral. Vu votre attitude politique, pourquoi faudrait-il subventionner le biogaz? Il y a une contradiction. Si on peut faciliter le processus, il faut entrer en matière sur les dossiers relatifs à la politique énergétique. Mais on ne peut pas avoir seulement ce qui nous arrange, en sélectionnant les sources d'énergie que l'on veut subventionner, il faut aussi accepter

les autres subventions, notamment celles pour le photovoltaïque et les autres énergies renouvelables.

(Applaudissements partiels)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.033/11 710)

Für Eintreten ... 128 Stimmen

Dagegen ... 50 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Bundesbeschluss über die Genehmigung der Änderung von Doha des Kyoto-Protokolls zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen Arrêté fédéral portant approbation de l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.033/11 711)

Für Annahme des Entwurfes ... 126 Stimmen

Dagegen ... 50 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Le président (Rossini Stéphane, président): Je souhaite à Madame la conseillère fédérale Leuthard un bon voyage jusqu'à Innsbruck où auront lieu les cérémonies marquant le lancement des travaux principaux du tunnel ferroviaire de base au Brenner.

L'objet 14.086, «Accord de Minamata sur le mercure. Approbation», est retiré de l'ordre du jour.

14.061

**Finanzmarktinfrastukturgesetz
Loi sur l'infrastructure des marchés financiers**

Fortsetzung – Suite

Nationalrat/Conseil national 18.03.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 18.03.15 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.03.15 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 20.03.15 (Fortsetzung – Suite)

**Bundesgesetz über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel
Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de titres et de dérivés**

Block 1 (Fortsetzung) – Bloc 1 (suite)

Le président (Rossini Stéphane, président): Je vous rappelle que nous en étions restés au bloc 1 comprenant les articles 1 à 91, et que la parole est aux rapporteurs.

Darbellay Christophe (CE, VS), pour la commission: Le bloc 1 de la loi sur les marchés financiers contient sept propositions de minorité portant, d'une part, sur les dispositions communes relatives aux infrastructures des marchés financiers dans leur ensemble et, d'autre part, sur les dispositions spécifiques aux bourses, aux systèmes multilatéraux de négociation et aux systèmes organisés de négociation.

Les infrastructures des marchés financiers revêtent souvent un caractère quasi monopolistique et sont fortement interconnectés sur le plan international. C'est en cela qu'elles présentent des risques importants pour la stabilité du système financier en cas de défaillance. Le législateur doit ici fixer des limites. Les sept propositions de minorité auraient pour effet de saper la stabilité du système financier ou, au contraire, d'introduire des dispositions complémentaires qui entraîneraient des restrictions indésirables à son bon fonctionnement.

La proposition de la minorité Aeschi Thomas, à l'article 11 alinéa 1, concerne l'externalisation des services essentiels. Si une infrastructure des marchés financiers souhaite externaliser des services essentiels, elle doit pour cela obtenir au préalable l'agrément de l'autorité de surveillance. L'adoption de cette proposition restreint l'obligation d'obtenir une approbation aux services essentiels tels que la gestion des risques. Une telle disposition est de trop courte portée. Suivant l'infrastructure des marchés financiers, il peut être nécessaire de soumettre aussi l'externalisation d'autres services importants, comme l'exploitation de l'infrastructure technique, à l'obligation d'obtenir une approbation. Le Conseil fédéral précisera par voie d'ordonnance quelles activités devront être considérées comme essentielles pour les différentes infrastructures des marchés financiers. L'obligation d'obtenir une approbation sera ainsi adaptée aux différents types d'infrastructures. Les bourses devront par exemple satisfaire à des exigences moindres que les contreparties centrales dont le cœur de métier consiste à réduire les risques de contreparties.

La proposition de la minorité Schelbert porte sur l'article 20 alinéa 2, à savoir la prévention des conflits d'intérêts. Cette proposition vise à empêcher que la politique salariale et les systèmes d'incitation ne soient sources de conflits d'intérêts pour les collaborateurs. Une telle prévision est toutefois superflue car, contrairement aux banques et aux négociants en valeur mobilière, les infrastructures des marchés financiers n'ont en général pas de contact direct avec l'investisseur final. C'est la raison pour laquelle la problématique selon laquelle l'agencement du système de rémunération pourrait conduire à des conflits d'intérêts au niveau des collaborateurs ne joue qu'un rôle très secondaire. Dans ce contexte, il ne semble pas judicieux d'introduire dans la loi sur l'infrastructure des marchés financiers, au lieu de celle sur les banques, une disposition concernant l'aménagement du système de rémunération.

A l'article 30, «Garantie d'une négociation ordonnée», la proposition de la minorité Maier Thomas à l'alinéa 2 introduirait une restriction que nous jugeons inappropriée. La disposition adoptée par la commission vise, notamment, à restreindre les effets négatifs des négociations algorithmiques et des négociations à haute fréquence. Par effets négatifs, on entend une série de risques potentiels, comme celui d'une surcharge des systèmes de négociations par suite de gros volume d'ordres, le danger d'ordres doubles ou erronés ou encore d'autres défaillances, toutes de nature à provoquer des perturbations sur le marché.

La volonté de la majorité de la commission de mentionner expressément dans la loi les négociations algorithmiques et les négociations à haute fréquence n'introduit certes pas de modification substantielle par rapport au projet du Conseil fédéral, mais envoie un signal important tant aux participants qu'aux fournisseurs de systèmes. Il est donc justifié que la présente loi contienne les bases permettant de lutter contre les possibles conséquences négatives des négociations algorithmiques et des négociations à haute fréquence. Il convient de ne pas supprimer cette base. De plus, il faudra